

Zoom sur ...

... le rapport de la CNUCED sur le commerce régional en Afrique

Ce rapport présente une vue d'ensemble de la place du continent dans l'économie mondiale et compare les caractéristiques commerciales des huit Communautés économiques régionales (CER) qui composent l'Union africaine (UA).

- ❖ **La structure des économies et du commerce des pays de la CEDEAO limitent leur intégration aux chaînes de valeur mondiales**

L'Afrique de l'Ouest compte parmi les économies mondiales les plus extraverties et qui dépendent le plus des exportations de produits de base d'origine agricole ou extractive, alors même que le déficit commercial alimentaire et énergétique prévaut dans l'ensemble des pays francophones de la zone (à l'exception de la Côte d'Ivoire). Les biens intermédiaires représentent la plus grande part des exportations de la CEDEAO (53,2 %), suivis des biens primaires (24,9%), tandis que les biens de consommation (biens finaux achetés par les consommateurs) ne constituent que 16% des exportations de la sous-région – contre 20% des exportations totales du continent.

Les 10 principaux partenaires à l'exportation de l'Afrique de l'Ouest absorbent 84,1% des ventes totales de la zone, un pourcentage élevé sensiblement similaire à celui des autres CER de taille comparable, mais qui tend à diminuer depuis 2010 (86,4%). A l'échelle du continent, la part du commerce intra-africain (15,4%) et des échanges avec l'Asie (35,8%) ont progressé de 4 et 15,2 points respectivement depuis 2005, au détriment du commerce avec l'Europe (-11%) qui reste le partenaire principal du continent avec 37% de part des échanges en 2016.

- ❖ **Des freins structurels au développement du commerce régional en Afrique de l'Ouest persistent**

La région souffre d'un indice de complémentarité particulièrement faible (7^{ème} score sur les 8 CER), ce qui indique que la composition des exportations de ses Etats membres correspond peu à la structure de leurs importations. Cette situation est d'autant plus dommageable que la valeur ajoutée des produits

exportés tend à s'apprécier lorsque ceux-ci sont vendus à d'autres pays africains, les marchandises échangées entre les pays du continent étant plus diversifiées et sophistiquées que les produits d'exportations extra-africaines.

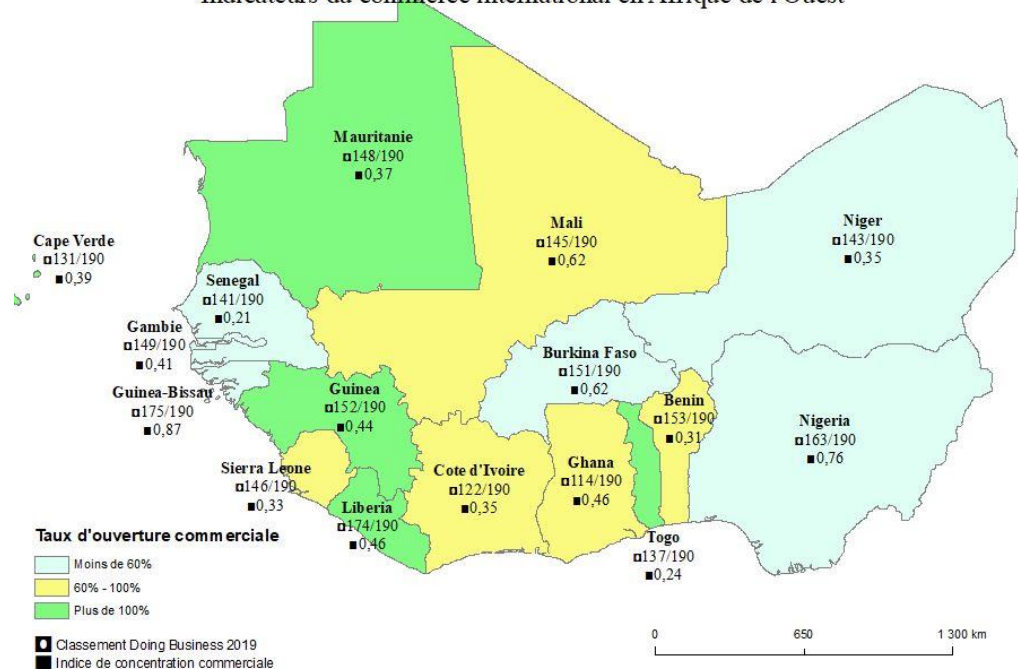
En dépit de ces carences, l'Afrique de l'Ouest s'affiche comme la deuxième région la plus intégrée du continent, juste derrière la CAE (Communauté d'Afrique de l'Est), grâce à de bonnes performances relatives à l'intégration macroéconomique et financière et à la libre circulation des personnes. Le commerce intra-régional représente 10,7% des échanges totaux de la CEDEAO, un pourcentage relativement important si on le compare à celui des autres communautés économiques de l'UA.

L'intégration régionale reste un enjeu pour l'ensemble du continent. La multiplicité et le chevauchement des CER compliquent souvent les relations commerciales entre les pays africains. **La mise en place de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC), qui rentrera officiellement en vigueur en juillet prochain, devrait aboutir à l'unification des régimes commerciaux, l'abaissement des droits de douanes ainsi qu'à la simplification des procédures aux frontières.** Derrière la signature de cet accord, l'ambition affichée est de renforcer la compétitivité des industries locales, réaliser des économies d'échelle pour les producteurs nationaux, mieux répartir les ressources et attirer les investissements étrangers.

L'établissement d'un climat des affaires favorable (les pays de la CEDEAO occupent entre la 114^{ème} et la 175^{ème} place du classement *Doing Business 2019*) **et l'amélioration de sa connexion aux transports maritimes** (inférieure à celle de l'UMA, la SADC ou encore de l'IGAD¹) **figurent encore parmi les principaux défis de l'Afrique de l'Ouest.** La productivité moyenne du travail au sein de la CEDEAO est par exemple près de deux fois inférieure à la moyenne des pays d'Afrique, elle-même bien inférieure à la moyenne mondiale, et n'a pas connu de progression significative depuis 2010.

¹ Respectivement l'Union du Maghreb arabe, la Communauté de développement d'Afrique australe et l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

Indicateurs du commerce international en Afrique de l'Ouest



ACTUALITE REGIONALE

Augmentation des échanges de la France avec le Burkina Faso et le Niger au 1^{er} trimestre 2019

Au 1^{er} trimestre 2019, les exportations de la France vers le Burkina Faso ont augmenté de 12,5% par rapport au premier trimestre 2018 (T1 2018) pour s'établir à 71,1 M EUR, tandis que les importations françaises en provenance du Burkina Faso ont augmenté de 24,4% pour s'établir à 4,7 M EUR. En conséquence, le solde positif pour la France s'élève à 66,4 M EUR, il s'agit du 4^{ème} solde positif de la France en Afrique subsaharienne (ASS). Au 1^{er} trimestre 2019, les exportations de la France vers le Niger ont diminué de 27,7% par rapport au T1 2018 pour s'établir à 25,6 M EUR, tandis que les importations françaises en provenance du Niger ont fortement augmenté de 656,3% pour s'établir à 5,2 M EUR, liée à la reprise en compte statistique des achats d'uranium. En conséquence, le solde positif pour la France s'élève à 20,3 M EUR, il s'agit du 11^{ème} solde positif de la France en ASS.

« Ambition Africa » 2019 à Paris du 09 au 10 octobre 2019

Placée sous le patronage du Président de la République, Emmanuel Macron, la 1^{ère} édition de « Ambition Africa » avait rassemblé à Paris en octobre 2018, plus de 1 000 participants français et africains en provenance de 38 pays d'Afrique. L'édition de cette année se déroulera du 09 au 10 octobre 2019 à Paris en présence de ministres, d'ambassadeurs, de délégations d'entreprises venant de l'ensemble du continent africain. Ce rendez-vous d'affaires ciblés en format B2B pour faciliter les courants d'affaires entre entreprises françaises et africaines, s'articulera autour de différents ateliers thématiques, sectoriels et transversaux pour comprendre les enjeux de l'Afrique et ses opportunités. Pour en savoir plus : www.ambition-africa.com.

Nouveaux directeurs pays d'Air France au Burkina Faso et au Niger

A Ouagadougou, Brigitte Lucien, en provenance du Niger, remplace Philippe Maciocia comme représentante d'Air France au Burkina Faso. A Niamey, c'est Christian Mercier, en provenance du Venezuela, qui succède à Brigitte Lucien comme représentant d'Air France au Niger.

BURKINA FASO

Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 1^{er} trimestre 2019

L'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2019 présente 391,1 Mds FCFA (596,1 M EUR) en recettes et 386,1 Mds FCFA (588,6 M EUR) en dépenses, pour des prévisions respectives, sur la base de la loi de finances initiale 2019, de 1 955 Mds FCFA (3 Mds EUR) et de 2 213 Mds FCFA (3,4 Mds EUR). Cela représente un taux global de mobilisation des recettes de 20% contre 18,3% à la même période en 2018. Les recettes propres (en hausse de 31 Mds FCFA par rapport à la même période en 2018) ont été recouvrées à hauteur de 369,93 Mds FCFA (563,9 M EUR) et les recettes extraordinaires (en baisse de 16,1 Mds FCFA) à hauteur de 21,1 Mds FCFA (32,2 M EUR). En définitive, la situation d'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2019 dégage une épargne de 76,6 Mds FCFA (116,8 M EUR) et un solde budgétaire global excédentaire de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR).

CAP-VERT

Hausse de la circulation de marchandises dans les Ports du pays au T1 2019

Selon l'autorité portuaire Cap-verdienne, les Ports du pays ont enregistré une augmentation de 13,3% de la circulation de marchandises par rapport au T1 2018, pour atteindre 644 038 tonnes. Les mouvements de conteneurs ont cru de 17% sur un an et ceux de navires de 2%. Le nombre de passagers en revanche reste relativement stable (+0,3%), à 236 389 sur le premier trimestre.

COTE D'IVOIRE

Nette progression des recettes du Port de San-Pedro

[Les recettes du port autonome de San-Pedro pour l'année 2018 se sont élevées à 500 Mds FCFA \(762 M EUR\), contre 300 Mds FCFA \(457 M EUR\) en 2010, a indiqué le Directeur général du Port.](#) Le Port a également vu son trafic global se multiplier par 4 par rapport à son niveau de 2010 pour atteindre 4,5 millions de tonnes en 2018. Le Directeur général a par ailleurs évoqué les projets en cours pour permettre au port de se conformer aux standards internationaux à l'horizon 2035. Il s'agit notamment de l'extension du terminal à conteneurs comprenant deux postes à quai pouvant simultanément accueillir 2 navires d'une capacité de 14 000 EVP (Equivalent Vingt Pieds) avec 30 ha de terre-pleins d'une capacité de 1 million EVP l'an, de la construction d'un terminal industriel polyvalent de deux quais de 300 mètres chacun avec 14 ha destinés au trafic de minerais (fer, manganèse, clinker, nickel...), de l'aménagement d'un terminal polyvalent commercial, de l'aménagement d'une zone économique de 150 ha viabilisée ainsi que du bitumage d'une voie de 4 km reliant le terminal à conteneurs à la zone viabilisée. Pour rappel, le Port autonome de San-Pedro est au 1^{er} rang mondial des Ports exportateurs de fèves de cacao et le 2^{ème} Port du pays en termes de tonnage, derrière le Port autonome d'Abidjan.

Plus de 1 300 Mds FCFA payés à 10 170 fournisseurs

[Dans le cadre de l'apurement de la dette intérieure, un montant de 1 338 Mds FCFA \(2 Mds EUR\) vient d'être payé à 10 170 fournisseurs, a annoncé le ministre de l'Economie et des Finances](#) le 17 mai dernier. Le ministre a d'ailleurs souligné que les paiements aux fournisseurs se font par virement bancaire pour des raisons de transparence. Pour rappel, l'Etat de Côte d'Ivoire avait déjà procédé, en juillet 2018, à un paiement de 633 Mds FCFA (965 M EUR) à 9 617 fournisseurs. Selon le FMI, la dette publique du pays s'élevait à 52,2% du PIB en 2018, et devrait connaître une baisse pour s'établir à 50,9% du PIB en 2019, soit à un niveau encore en dessous du critère de convergence de 70% de l'UEMOA.

Hausse de la transformation de noix de cajou dans le pays

[Le Directeur général du Conseil du coton et de l'anacarde \(CAA\) a indiqué que la transformation de noix de cajou sur le sol ivoirien a porté sur environ 130 000 tonnes en 2018.](#) Cela représente le triple du stock transformé en 2017 et correspond à environ 18% de la récolte attendue cette saison. Pour rappel, le gouvernement a pour objectif d'atteindre un taux de transformation local de 50% d'ici 2020 et a donc instauré une prime de transformation et une allocation de 15% des volumes exportés en faveur de ses 20 unités de transformation locales.

Instauration d'une taxe de développement touristique

Le ministre ivoirien du Tourisme et des Loisirs a annoncé la création d'une « taxe de développement touristique ». Cette taxe servira à alimenter un fonds de financements pour le développement du secteur touristique dans le pays. Le fonds servira à soutenir le programme « Sublime Côte d'Ivoire », dont l'objectif est le développement du potentiel touristique de la Côte d'Ivoire à l'échéance 2025. A l'image des taxes sur le secteur routier, les autorités espèrent que l'apport de financements pourra faire émerger des entreprises dans le secteur touristique. Pour rappel, le programme « Sublime Côte d'Ivoire » regroupe 18 projets estimés à 3 200 Mds FCFA (4,9 Mds EUR).

Financements supplémentaires de la Banque mondiale (BM) en faveur de l'emploi des jeunes

Dans le cadre du Projet emploi jeune et développement des compétences (PEJEDEC), la BM a annoncé un financement additionnel de 100 M USD (90 M EUR). Ce fonds devrait être disponible au plus tard en juillet 2020 afin de poursuivre l'amélioration de l'accès à des emplois temporaires et offrir des opportunités de développement des compétences aux jeunes ivoiriens.

Appui financier au renouvellement de la flotte de camions de transport par la Banque mondiale (BM)

La BM a mis à disposition une enveloppe de 50 Mds FCFA (770 M EUR) destinée à financer l'acquisition de nouveaux véhicules poids lourds, en remplacement de 300 anciens camions, pour le transport de marchandise. Ce projet s'inscrit dans le Projet d'appui à la modernisation du secteur des transports inscrit dans le programme Renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire. Il est à noter que ce projet servira de pilote à un renouvellement plus large de la flotte de taxis et de minibus circulant à Abidjan, dans le cadre du Projet de mobilité urbaine d'Abidjan.

Soutien de la Société générale au financement des PME

Le secrétaire d'Etat chargé de la promotion des PME et le directeur général de la Société générale Côte d'Ivoire ont signé un accord à travers lequel la banque mettra 350 Mds FCFA (538 M EUR) à disposition des PME sur une période de 4 ans. Ce financement a pour objectif le développement des PME du pays. Cette action s'inscrit dans le 4^{ème} pilier du programme « Grow with Africa » de la Société générale.

Lancement de la 8^{ème} édition de la « CGECI Academy »

Le président de la CGECI (Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire), a officiellement annoncé la tenue de la prochaine édition du forum économique « CGECI Academy » du 17 au 18 octobre 2019. Ce forum est l'un des plus grands du secteur privé ivoirien. Plus de 5 000 participants, dont 1 000 chefs d'entreprises sont attendus autour du thème : « Environnement des affaires : quel modèle à privilégier pour le développement des entreprises en Afrique ».

GAMBIE

Organisation d'un 1^{er} forum des chefs d'entreprise du 23 au 25 juillet

L'Institut de formation en gestion (Management Development Institute), en collaboration avec l'Agence gambienne de promotion des investissements et des exportations (GIEPA) et la Chambre de commerce et d'industrie (GCCCI) vont organiser la première conférence des chefs d'entreprise du 23 au 25 juillet prochains. Ce forum réunira des chefs d'entreprise, des décideurs politiques et des institutions financières et comprendra des sessions thématiques notamment sur les secteurs du tourisme, des TIC, de l'agroalimentaire et de la pêche.

GUINEE

Un projet de productivité agricole soutenu par la Banque mondiale permet le financement d'équipements pour les paysans guinéens

30 couveuses solaires, 2 séchoirs de fruits modernes d'une capacité de 10 T et une dizaine de fumoir de poissons ont été remis à des paysans guinéens lors d'une cérémonie officielle, en présence du Président Alpha Condé le 16 mai dernier. Ces dons, destinés à des centaines de bénéficiaires sur l'ensemble du territoire national, s'inscrivent dans le cadre du Projet de productivité agricole en

Afrique de l'Ouest (PPAO/WAAPP) financé par la Banque mondiale (BM) dans 13 pays de la CEDEAO, à hauteur de 40 M USD. Les équipements offerts devraient accroître la capacité de production et réduire les pertes post-récolte tout en améliorant les revenus des paysans. Le Chef de l'Etat a notamment rappelé l'importance du développement de la transformation agricole en Guinée.

Un projet d'appui aux corps de contrôle de l'administration fiscale en discussion

Le ministre de l'Economie et des Finances a échangé, le 22 mai 2019, avec les membres du comité de pilotage du Projet d'appui aux corps de contrôle de l'administration fiscale (PACCAF), financé par l'Union Européenne (UE) et Expertise France à hauteur de 2,9M EUR pour une durée de 36 mois. Selon le ministre, la mise en œuvre du projet permettra de renforcer la transparence budgétaire à travers la réalisation et la mise à disposition d'une étude sur les actifs financiers de l'Etat.

La Banque internationale pour le commerce et l'industrie de la Guinée (BICIGUI) organise une journée sur la thématique du crédit-bail

La BICIGUI (filiale de BNP PARIBAS) a lancé à Conakry la première journée d'une série d'événements dédiés de promotion du crédit-bail, une solution de financement proposée par le groupe bancaire encore peu développée. Alors que l'accès au financement des PME est une problématique importante en Guinée, les organisateurs ont présenté sur deux jours le produit et ses avantages devant les nombreux entrepreneurs présents. La représentante de la Banque mondiale a salué l'initiative de la BICIGUI et a rappelé l'engagement de son institution pour la formation des institutions financières et des banques dans le pays.

MALI

Le fonds Khalifa d'Abu Dhabi accorde un appui financier de 21 M EUR en faveur des PME/PMI basés en milieu rural

Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances et le Président du conseil d'administration du Fonds Khalifa pour le développement des entreprises ont finalisé la signature de plusieurs accords de financement d'un montant global de 21 M EUR. Ces accords concernent la coopération d'assistance mutuelle en douane, la culture, la défense et la sécurité et la coopération économique et technique. A travers ces conventions, le Mali s'engage à développer un environnement des affaires favorable à la mise en œuvre et le suivi des projets financés et à la facilitation de la coopération entre le Fonds Khalifa et les bénéficiaires. Pour mémoire, ce Fonds pour le développement des entreprises a été lancé en 2007 aux Emirats arabes unis (EAU) et vise à soutenir les PME/PMI.

9^{ème} comité exécutif de l'agriculture

Le Premier ministre a présidé, le 17 mai 2019, le 9^{ème} comité exécutif de l'agriculture à la Primature. Il ressort des conclusions de ce comité, que plus de 10 millions de tonnes de céréales ont été produites (lors de la dernière campagne 2018-2019) par les agriculteurs du pays, soit une hausse de 12% (contre 9 millions de tonnes à la campagne 2017-2018). Pour la campagne agricole 2019-2020, le pays anticiperait une production céréalière d'environ 11 M de tonnes.

Energie du Mali apure 137 M EUR de sa dette intérieure

Energie du Mali (EDM), la compagnie nationale d'électricité, vient de s'acquitter d'une partie de sa dette. Elle vient de régler, à hauteur de 90 Mds de FCFA (137 M EUR), les arriérés dus aux principaux fournisseurs d'électricité. A travers cette initiative, EDM espère réduire la fréquence des délestages électriques avant l'approche de la saison hivernale. Ainsi, EDM réduit significativement l'encours de sa dette évalué 500 M EUR en 2018. Notons qu'en septembre 2018, la compagnie avait mis en place un plan d'apurement de ses arriérés de paiement visant à limiter les déficits de production d'électricité de ses sous-traitants.

MAURITANIE

Inauguration de la centrale hybride solaire/thermique de Kiffa

Cofinancée par l'AFD et l'UE, la centrale solaire/thermique de Kiffa (Sud, à 600 km de Nouakchott) a coûté au total 8,6 Mds UM (23,8 M EUR), dont un prêt concessionnel de l'AFD de 6,9 Mds UM

(19 M EUR), et une subvention de l'UE d'un montant de 1,7 Md UM (4,8 M EUR). Cette station, réalisée par le groupement ABC-VERGNET (France), comporte plusieurs composantes à savoir des installations du génie civil, 4 groupes électriques fonctionnant au carburant, 4320 panneaux solaires d'une capacité de 1,3 MW, un système de contrôle et une station de décharge électrique d'une capacité de 33 kilovolts.

Le Conseil d'administration du FMI adopte la 3^{ème} revue du programme de la FEC

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé la 3^{ème} revue de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) en faveur du pays. Cette décision permet aux autorités de bénéficier d'un décaissement d'environ 22,8 M USD, ce qui porte le total des décaissements à environ 91,3 M USD. L'exécution du programme est satisfaisante. La croissance devrait s'établir à 6,7% en 2019 (contre 3,6% en 2018) et les autorités sont arrivées à dégager d'importantes marges de manœuvre budgétaires qui devraient désormais alimenter les secteurs sociaux de l'éducation et de la santé. La dette publique et la dette publique extérieure sont maintenues en « risque élevé », mais les perspectives s'améliorent par rapport à la dernière analyse de soutenabilité de la dette réalisée en novembre 2018. Le ratio dette extérieure sur PIB diminue pour la première fois depuis 2011, pour s'établir à 69,3% en 2018.

NIGER

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile au Niger stagne à 45,5% entre 2017 et 2018

Selon le ministre nigérien des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, le taux de pénétration de la téléphonie mobile au Niger se situe à 45,5% en 2018, tout comme en 2017, malgré un taux de couverture de 92,2% en 2018. En comparaison, entre 2016 et 2017, une hausse de 6,9% avait été observée. Malgré cette stagnation, le ministre des Postes estime que de nombreux efforts ont été faits en 2018 pour améliorer la couverture du réseau téléphonique au Niger, notamment l'adoption de la loi portant réglementation des communications électroniques et de la poste, celle portant sur les transactions électroniques, ainsi que le projet de loi sur la cybercriminalité en cours d'adoption.

Augmentation du capital de la compagnie nigérienne d'assurances CAREN

La Compagnie d'assurances et de réassurances du Niger (CAREN) a procédé, à hauteur de 2 Mds FCFA (3 M EUR), à une augmentation de son capital social qui est ainsi passé à 3 Mds FCFA (4,5 M EUR). CAREN est une société agréée pour présenter des opérations d'assurances dommages créée en juin 1988 avec un capital de 100 M FCFA (152 449 EUR).

SENEGAL

Lancement d'une émission obligataire « Diaspora Bonds » pour le financement de logements

La banque de l'habitat du Sénégal a lancé le 16 mai 2019 une émission obligataire dénommée « Diaspora Bonds » afin de lever 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) auprès de la diaspora sénégalaise. Cet emprunt permettra de financer la construction des 100 000 logements sociaux promis par le Président de la République sur les cinq ans à venir. Le prix unitaire est de 10 000 FCFA (15 EUR) et la rémunération de 6,25% par an sur cinq ans.

Résultats financiers record pour le Port autonome de Dakar

Le Port autonome de Dakar (PAD) a enregistré un bénéfice après impôts de 6,3 Mds FCFA (9,6 M EUR) en 2018, après 1,4 Md FCFA (2,1 M EUR) en 2017, soit une hausse de 342%. Le PAD enregistre un chiffre d'affaires (CA) de 56 Mds FCFA (85,4 M EUR) en 2018, en hausse de 15% sur un an, et le taux de rentabilité (résultat net/CA) atteint 11,1%, après 2,9% en 2017. Le PAD a contribué à hauteur de 3 Mds FCFA (4,5) aux recettes fiscales de l'Etat en 2018, après 695 M FCFA (1,1 M EUR) en 2017.

Hausse du bilan de la banque nationale pour le développement économique (BNDE)

La BNDE a enregistré un total bilan de 175 Mds FCFA (266,8 M EUR) en 2018, contre 141 Mds FCFA (215 M EUR) en 2017, soit une hausse de 24% en g.a. Le résultat net de la BNDE est passé de 1,6 Md FCFA (2,4 M EUR) en 2017 à 2,2 Mds FCFA (3,3 M EUR) en 2018. En 2018, la banque a injecté environ 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) dans des projets tels que le Programme des domaines agricoles communautaires (PRODAC), le Port autonome de Dakar (PAD), le Train express régional (TER) et

l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD). Les financements au secteur agricole représentent 35% du portefeuille de la banque, les transports 22%, les BTP 6% et les services 5%.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	18,5	4,5	19,3	16,3	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	17,2	5,2	9,2	24	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	927	1 143	477	1 474	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	4,9	3	5,2	6,2	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	1,7	3	3	0,5	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	36,6	83,9	55,1	64,4	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
<i>Risque Pays²</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers³ (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)³</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
<i>IDH (2018)⁴</i>	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁵</i>	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

² Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

³ Trade Map-2017

⁴ PNUD - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque